



## **TAXER LES PROFITS DE GUERRE DES MULTINATIONALES FOSSILES : UNE URGENCE SOCIALE ET ECOLOGIQUE**

*Paris, le 21 mai 2026*

**Alors que l'impact de la guerre se fait de plus en plus ressentir pour les ménages, les multinationales fossiles s'en mettent plein les poches. Le gouvernement navigue à vue et colle à sa politique d'austérité, alors qu'une politique de redistribution et de financement de la transition écologique et sociale pourrait nous sortir de la crise.**

Le prix d'un litre de diesel a augmenté de 45 centimes en moyenne depuis le début de la guerre et le prix du gaz a augmenté de 15% au 1er mai en raison des tensions géopolitiques. La hausse des prix des carburants est partie pour durer et celle du prix du gaz ne fait que commencer, suscitant des inquiétudes légitimes de la population.

Les ménages dont le pouvoir d'achat était déjà contraint en sont les premières victimes, et les impacts vont se répercuter sur l'économie toute entière, affectant la population dans son ensemble. Cette crise est révélatrice de nos faiblesses, résultantes d'une série de choix politiques qui nous ont maintenus dans une grande dépendance aux énergies fossiles.

Les mesures déployées par le gouvernement pour faire face à la crise ne sont absolument pas suffisantes. Au 27 avril, le gouvernement dit avoir déployé l'équivalent de 470 millions d'euros d'aides de soutien pour faire face à la crise au Moyen-Orient, dont 60 millions pour le chèque énergie et 160 millions d'indemnité carburant pour les "grands rouleurs". Ces centaines de millions d'euros reviennent in fine dans la poche des multinationales fossiles, les mêmes qui réalisent des maxi profits indécents sur le dos de la guerre, délocalisés dans les paradis fiscaux. Les [profits de TotalEnergies](#) ont ainsi bondi de 51% au premier trimestre, et l'entreprise a d'ores et déjà décidé de reverser plus de dividendes aux actionnaires.

Le gouvernement n'a par ailleurs pris aucune nouvelle mesure structurelle pour sortir de ce cercle vicieux et protéger durablement la population de la volatilité des prix de l'énergie et de la dépendance aux énergies fossiles. Le plan électrification n'est pas financé. Rien n'a été décidé pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables et la rénovation énergétique des logements. Au contraire, ces dernières années, le gouvernement a multiplié les reculs sur ces leviers essentiels de la transition, avec le [dernier recul en date sur la mise en location des passoires énergétiques annoncée pour les semaines qui viennent](#).

De plus, le gouvernement prévoit [6 milliards d'économies supplémentaires](#) dans le budget 2026 pour compenser l'impact de la guerre et tenir les objectifs de déficit. Plutôt que d'activer des leviers de justice fiscale et de taxer l'argent où il est, le gouvernement fait le choix de fragiliser encore davantage les services publics et la protection sociale, au détriment de la majorité de la population.

Alors qu'Emmanuel Macron appelle le gouvernement à trouver de nouvelles aides pour aider les ménages face à la hausse des prix du carburant, l'Alliance Écologique et Sociale (AES) met en garde contre de nouvelles dépenses qui seraient faites aux frais de la population, alors que les multinationales de l'industrie fossile réalisent des milliards de profits, augmentant par la même occasion les dividendes et rachats d'action pour les actionnaires.

Taxer ces bénéficiaires, les dividendes et les rachats d'action des entreprises qui profitent de la crise permettrait de lever des moyens financiers pour la transition énergétique et de redistribuer aux ménages les plus touchés.

- En particulier, il est indispensable que l'Etat se donne les moyens financiers de donner accès à grande échelle aux transports en commun, aux mobilités actives et aux voitures électriques légères et économes pour réduire la dépendance au pétrole tout en accélérant la rénovation énergétique performante des logements. Pour favoriser d'autres modes de déplacements, rendons également obligatoire le forfait mobilité durable dans le privé.
- Pour financer ces aides, une mesure structurelle de long terme est indispensable et nous appelons le gouvernement à taxer de manière efficace les profits de guerre des multinationales fossiles.
- Il est urgent d'augmenter les salaires et les minima sociaux.

L'argent ainsi redistribué est un investissement dans l'avenir, qui nous protégera des crises énergétiques, climatiques et géopolitiques.

